



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ACCORD CADRE

**Travaux de Peinture – Sol mince
au profit des bâtiments des services de l'Etat et établissements publics
en région Grand Est**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

**Annexe n°1 :
Protocole Sécurité**

Établi en application du décret n° 92-158 du 20 février 1992

Référence de la consultation

2020_PFRA_GE_PEINT-SOL

1. Préambule

Dans le cadre du présent marché, le service prescripteur précise, lors de chaque opération, les dispositions réglementaires qui sont applicables à l'opération en matière d'hygiène sécurité et protection de la santé à savoir :

- soit le décret du 26 décembre 1994 avec désignation, par le service prescripteur, d'un Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé ;
- soit le décret du 20 février 1992 avec coordination générale en matière d'hygiène, sécurité et protection de la santé assurée par le service prescripteur (service déconcentré de l'État).

2. Objet du présent protocole de sécurité

Le présent « PROTOCOLE DE SÉCURITÉ » a pour objet de définir les dispositions que le service prescripteur doit assurer au titre de la coordination générale, lors des opérations qui sont soumises aux dispositions du décret du 20 février 1992.

On entend par opération une ou plusieurs prestations de services ou de travaux réalisées par une ou plusieurs entreprises afin de concourir à un même objectif.

3. Classification des opérations

Les opérations sont classées, par le service prescripteur, en trois types à savoir :

- **OPÉRATION TYPE 3** : travaux concernant des "petites interventions". On entend par petite intervention, la réalisation d'une opération par une seule entreprise signataire du protocole de sécurité, dont la durée d'exécution n'excède pas une journée.
- **OPÉRATION TYPE 2** : travaux à effectuer par une ou des entreprises qui représentent un nombre total d'heures de travail prévisible inférieur à quatre cents (400) heures, y compris les entreprises sous-traitantes, et en l'absence de "travaux dangereux", faisant l'objet de l'arrêté du 19 mars 1993.
- **OPÉRATION TYPE 1** : travaux à effectuer par une ou des entreprises qui représentent un nombre total d'heures de travail prévisible supérieur à quatre cents (400) heures, y compris les entreprises sous-traitantes, ou en présence de « travaux dangereux », faisant l'objet de l'arrêté du 19 mars 1993 quel que soit alors le nombre total d'heures de travail prévisible.

INFORMATIONS IMPORTANTES

- L'entreprise titulaire du marché doit fournir **obligatoirement** au représentant du service prescripteur, avant l'inspection commune, le mode opératoire suivi, ainsi que les fiches techniques des produits mis en œuvre.
- **Les points d'ancrage existant sur les bâtiments, ne sont pas utilisés** par les intervenants de l'entreprise titulaire pour la fixation des équipements de protection individuelle (EPI).

4. Dispositions pour les OPÉRATIONS DE TYPE 3

Pour les opérations de type 3 (petites interventions), l'inspection commune, telle que définie à l'article R 237.6 du décret du 20 février 1992, se fait en deux temps, à savoir :

1. Le représentant du service prescripteur procède, en concertation avec l'entreprise titulaire et avant tout début d'exécution de travaux, à une analyse de risques afin de définir, en fonction des travaux qu'il commande et du contexte spécifique de l'établissement dans lequel les travaux sont à réaliser, s'il y a nécessité d'une visite préalable.
2. Accueil de l'entreprise extérieure par le chef de l'établissement sur le lieu même de réalisation de l'intervention comme prescrit dans le **Plan de prévention pour petites interventions sur site occupé**.

Si le représentant du service prescripteur estime, après analyse de risques et en concertation avec le chef de l'entreprise extérieure, qu'une visite préalable sur le site n'est pas nécessaire, l'entreprise titulaire s'engage par le présent protocole de sécurité à faire appliquer par ses travailleurs les dispositions du **Plan de prévention pour petites interventions sur site occupé** ci-après.

Celui-ci définit également les dispositions de prévention à prendre par l'entreprise titulaire pour la réalisation de certains "travaux dangereux" (Arrêté du 19 mars 1993) susceptibles d'être réalisés lors d'une opération de type 3. Les autres "travaux dangereux" ne peuvent être réalisés lors d'une opération de type 3 (délai trop court ou travaux sans objet pour le service de l'État).

« PLAN DE PRÉVENTION POUR PETITES INTERVENTIONS SUR SITE OCCUPE » POUR OPÉRATIONS DE TYPE 3

Le chef de l'entreprise titulaire du marché s'engage à donner des instructions à ses travailleurs et plus particulièrement :

- chaque travailleur, en début et en fin d'intervention, doit se présenter au chef de l'établissement qui l'accompagnera sur les lieux mêmes des travaux à réaliser ;
- chaque travailleur doit prendre connaissance, avant tout début d'intervention, des consignes particulières de sécurité propres à l'établissement ;
- renseigner, après toute intervention, le Registre d'exploitation sur les travaux réalisés ;
- mettre à disposition de chaque travailleur les équipements de protection individuelle (E.P.I.) adaptés aux risques potentiels des travaux à réaliser ;
- stopper l'intervention et alerter le représentant de l'entreprise utilisatrice en cas de découverte de substances dangereuses ou suspectes ;
- appliquer les moyens de prévention face à certains travaux dangereux répertoriés ci-après.

Travaux dangereux Nature du risque	Moyen de prévention	
	Disposition	Responsable
1. Travaux exposant à des substances et préparations explosives, comburantes, extrêmement inflammables, facilement inflammables, très toxiques, toxiques, nocives, cancérogènes, mutagènes, toxiques vis-à-vis de la reproduction.	<input type="checkbox"/> Avant le début des travaux, repérage de présence de produits dangereux (explosifs, inflammables, etc.). <input type="checkbox"/> Pendant les travaux évacuation des produits dangereux. <input type="checkbox"/> Ventilation des locaux. <input type="checkbox"/> Utiliser des matériels électriques pour atmosphère explosive. <input type="checkbox"/> Balisage de la zone d'intervention. <input type="checkbox"/> Équipement de protection individuelle (E.P.I.) adapté aux risques	E N T R E P R I S E
Travaux dangereux Nature du risque	Moyen de prévention	
	Disposition	Responsable
2. Substances dangereuses importées par l'entreprise	<input type="checkbox"/> Après analyse de risques liée à son mode opératoire, l'entreprise prendra toutes les dispositions de prévention, en matière d'hygiène et de sécurité, pour la protection de	

<p>3. Substances dangereuses présentes sur le site (amiante, plomb...)</p> <p>4. Présence d'Amiante : Niveau de travaux à classer tel que défini dans le Guide de prévention de l'INRS ED 809.</p> <p>5. Travaux exposant à des agents biologiques pathogènes</p>	<p>ses salariés. En ce qui concerne les risques d'interférence entre son mode opératoire et l'activité, les installations et les équipements de l'établissement concerné par les travaux, l'entreprise, en concertation avec le chef d'établissement, prendra toutes les mesures de prévention nécessaires. Dans le cas où ces mesures nécessiteraient des aménagements ou des dispositions particulières, l'entreprise s'engage à alerter le chargé d'opération avant tout début d'exécution.</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> L'entreprise communiquera les fiches de données de sécurité relatives aux substances dangereuses utilisées (art.R251.53 du Code du travail). <input type="checkbox"/> Avant tout début d'exécution l'entreprise s'engage à se renseigner auprès du chef d'établissement sur la présence éventuelle de substances dangereuses et à adapter son mode opératoire. <input type="checkbox"/> Par ailleurs l'entreprise s'engage à stopper ses travaux et alerter le chargé d'opération du service déconcentré de l'État en cas de découverte de substances dangereuses ou suspectes non signalées. Des dispositions de sécurité nécessaires et adaptées seront prises en commun. <input type="checkbox"/> Balisage de la zone d'intervention. <input type="checkbox"/> Application des dispositions définies dans le guide prévention de l'INRS ED 809. <input type="checkbox"/> Équipement de protection individuelle (E.P.I) : Masque, gants, etc. <input type="checkbox"/> Précautions pour évacuation des déchets. <input type="checkbox"/> Balisage de la zone d'intervention. 	<p style="text-align: center;">E N T R E P R I S E</p>
--	---	--

Travaux dangereux Nature du risque	Disposition	Responsable
<p>6. Travaux comportant le recours aux treuils et appareils assimilés mus à la main, installés temporairement au-dessus d'une zone de travail ou de circulation.</p> <p>7. Travaux exposant au contact avec des pièces nues sous tension supérieure à de la TBT.</p> <p>8. Travaux de soudage oxyacétylénique exigeant le recours à un permis de feu</p> <p>9. Travaux de bâtiment et des travaux publics exposant les travailleurs à des chutes de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret n°65.48 du 08.01.65.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Application des dispositions des chapitres 2 et 3 du décret n°65.48 du 08 janvier 1965. <input type="checkbox"/> Port du casque. <input type="checkbox"/> Interdire l'accès de la zone pendant les phases de manipulation de charges. <input type="checkbox"/> Balisage de la zone d'intervention. <input type="checkbox"/> Après concertation avec le chef d'établissement, procéder à la mise hors tension des installations conformément au chapitre 12 du décret n°65.48 du 08 janvier 1965. <input type="checkbox"/> Dans le cas où la mise hors tension n'est pas possible, appliquer les dispositions des articles 176 à 179 du décret n° 65.48 du 08 janvier 1965. <input type="checkbox"/> Balisage de la zone d'intervention. <input type="checkbox"/> L'entreprise extérieure s'engage avant tout début de travaux de soudure à demander un permis de feu au chef d'établissement et à se conformer à ses dispositions. <input type="checkbox"/> Tenir à proximité un extincteur adapté au risque. <input type="checkbox"/> Prévoir des protections (écran) si nécessaire. <input type="checkbox"/> La durée d'intervention des opérations de type 3 étant inférieure à 1 journée les dispositions des alinéas 1 et 2 de l'article 5 du décret du 8 janvier 1965 ne sont pas obligatoires sous réserve que des équipements de protection individuelle (E.P.I) soient mis à la disposition des travailleurs et que des points d'ancrage sûrs et adaptés à la nature des travaux existent. <input type="checkbox"/> L'entreprise s'engage à déterminer des points d'ancrage provisoires appropriés en fonction du poste de travail. <input type="checkbox"/> En fin de travaux, l'entreprise s'engage à remettre en état l'ouvrage après dépose des points d'ancrage provisoires. 	<p style="text-align: center;">E N T R E P R I S E</p>

Travaux dangereux Nature du risque	Moyen de prévention	
	Disposition	Responsable
<p>9. (suite) Travaux de bâtiment et des travaux publics exposant les travailleurs à des chutes de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret n°65.48 du 08 janvier 1965.</p> <p>Travaux en couverture</p>	<ul style="list-style-type: none"> ❑ L'utilisation d'une échelle doit être considérée exclusivement comme un outil pour accéder à un niveau supérieur. Occasionnellement, l'échelle peut être utilisée pour effectuer un travail à condition que : <ul style="list-style-type: none"> • le travail soit de courte durée et non répétitif. • des mesures particulières de sécurité soient prises (port de harnais si risque de chute de plus de 3 m, fixation de l'échelle, etc.). • ne pas utiliser d'outil électromécanique ❑ Pour les travaux en hauteur utiliser en priorité : <ul style="list-style-type: none"> • une échelle fixe avec plate-forme, • un échafaudage (fixe ou roulant) en respectant la règle de $H < 3,5 l$. • une plate-forme individuelle roulante (P.I.R). • Balisage de la zone d'intervention. ❑ Les dispositions de l'article 156 du décret du 08 janvier 1965 s'appliquent et le recours à des E.P.I n'est autorisé que si la mise en place de protection collective est techniquement impossible, ou quand l'entreprise extérieure n'est composée que d'un travailleur indépendant ou d'un employeur. 	<p style="text-align: center;">E N T R E P R I S E</p>

Rappels des travaux dangereux ne pouvant pas être réalisés dans le cadre d'une opération de Type 3, soit en raison d'un délai supérieur à 1 journée, soit parce que ces travaux ne sont pas en principe réalisés par le service prescripteur. Ils font l'objet du type 1 :

1. Travaux exposant à des rayonnements ionisants.
2. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77 1103 du 21 septembre 1977.
3. Travaux de maintenance sur les équipements de travail, autres que les appareils et accessoires de levage, qui doivent faire l'objet des vérifications périodiques prévues à l'article R 233. 11 du code du travail ainsi que les équipements suivants :
 - véhicules à benne basculante ou cabine basculante
 - machines à cylindre
 - machines présentant les risques définis
4. Travaux de transformation au sens de la norme NF P 82 212 sur les ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques, trottoirs et installations de parcage automatique de voitures.
5. Travaux de maintenance sur installations à très haute ou très basse température.
6. Travaux comportant le recours à des ponts roulants, des grues ou transtockeurs.
7. Travaux nécessitant l'utilisation d'équipements de travail auxquels est applicable l'article R. 233-9 du Code du travail.
8. Travaux exposant à un niveau d'exposition sonore quotidienne supérieure à 90 dB (A) ou à niveau de pression acoustique de crête supérieure à 140 dB.
9. Travaux exposant à des risques de noyade.
10. Travaux exposant à un risque d'ensevelissement.
11. Travaux de montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, visés à l'article 170 du décret n° 65.48 du 08 janvier 1965.
12. Travaux de démolition.
13. Travaux dans ou sur des cuves et accumulateurs de matière ou en atmosphère confinée.
14. Travaux en milieu hyperbare.
15. Travaux nécessitant l'utilisation d'un appareil à laser d'une classe supérieure à la classe 3 A, selon la norme NF EN 60825.

5. Dispositions pour les " OPÉRATIONS DE TYPE 2 "

Le représentant de l'entreprise utilisatrice organise obligatoirement une inspection commune des lieux de travail, des installations qui s'y trouvent et des matériels, en présence du Chef d'établissement.

Au cours de cette inspection commune et au vu des informations recueillies les chefs des entreprises (utilisatrice et extérieure(s)) procèdent en commun à une analyse des risques pouvant résulter :

- de l'interférence entre l'intervention des entreprises extérieures et l'activité de l'établissement,
- de l'interférence entre l'intervention des entreprises extérieures et les installations, matériels qui se trouvent dans l'établissement,
- de la co-activité entre les entreprises extérieures,
- éventuellement de l'interactivité entre plusieurs opérations réalisées simultanément dans le même établissement.

À ce titre chaque chef d'entreprise extérieure s'engage à appliquer les dispositions du présent protocole de sécurité, à participer à cette inspection commune et, préalablement, à communiquer au représentant de l'entreprise utilisatrice (service déconcentré de l'État) :

- le nom de l'agent à qui il entend déléguer ses attributions,
- la date à laquelle il pense démarrer effectivement les travaux,
- la durée prévisible des travaux,
- le nombre prévisible de travailleurs affectés à ces travaux,
 - le nombre et la liste nominative des postes occupés par les travailleurs susceptibles de relever de la surveillance médicale particulière.
- le nom et la qualification de la personne chargée de diriger les travaux,
- les noms et références des sous-traitants éventuels et l'identification des travaux sous-traités,
- les modes opératoires retenus avec phasage éventuel de l'intervention,

- les matériels et engins utilisés.

Un compte rendu écrit de cette inspection commune est rédigé par le représentant de l'entreprise utilisatrice (service déconcentré de l'État). Ce compte rendu est signé par chaque chef d'entreprise extérieure ou son représentant ayant délégation et joint dans le registre d'exploitation.

6. Dispositions pour les " OPÉRATIONS DE TYPE 1 "

La procédure est identique à celle d'une opération de type 2 à l'exception du compte rendu d'inspection commune qui est remplacé par un *plan de prévention* écrit et joint dans le registre d'exploitation.